

INFORMATION FINANCIERE TRIMESTRIELLE AU 30 SEPTEMBRE 2012 ⁽¹⁾

(NON AUDITE)

A - MARCHE DES AFFAIRES AU COURS DES NEUF PREMIERS MOIS 2012

A-1- Contexte

Au 30 septembre 2012, l'activité du Groupe est en progression malgré la détérioration du contexte économique observée depuis le 2^{ème} trimestre 2012 reflétée notamment dans la baisse des indices de production industrielle en Europe. Les performances opérationnelles, bien que contrastées, résistent au 3^{ème} trimestre.

Le Groupe poursuit l'accélération de la mise en œuvre de sa stratégie dans le cadre d'un vaste programme de transformation :

- o **Politique de recentrage des activités :**

- Un programme de cession bien engagé

Les cessions industrielles et financières (y compris augmentations de capital souscrites au titre des participations ne donnant pas le contrôle et transactions entre actionnaires ne modifiant pas le contrôle) s'élèvent à 1 660 millions d'euros au 30 septembre 2012.

Le 28 juin 2012, le Groupe a réalisé une transaction entre Veolia Water UK, filiale à 100% de Veolia Environnement, et Rift Acquisitions Limited, pour la vente de son activité Eau régulée au Royaume-Uni. Le montant de la cession est assis sur une valeur d'entreprise de 1,2 milliard de livres sterling (soit 1,5 milliard d'euros). L'opération a conduit à un désendettement du Groupe de 1 517 millions d'euros. Au terme de cette transaction, Veolia Environnement conserve, outre l'ensemble de ses activités non régulées, un intérêt de 10% dans l'activité d'eau régulée en Grande-Bretagne pour une durée d'au moins 5 ans. Cette participation de 10% est mise en équivalence depuis le 30 juin 2012.

Cette opération a dégagé une plus value de 233,3 millions d'euros (nets des frais de cession) au titre des activités non poursuivies.

Le Groupe a signé un accord avec Highstar le 19 juillet 2012 pour la vente de son activité Déchets Solides aux Etats-Unis dans la Division Propreté. Le montant de la cession est assis sur une valeur d'entreprise de 1 909 millions de dollars américains (1 561 millions d'euros au taux du jour de la signature).

Cette cession est soumise à l'approbation des autorités américaines de la concurrence et devrait être finalisée au cours du mois de novembre 2012.

Par ailleurs, le Groupe négocie également des cessions de taille plus modeste, dont certaines pourraient être réalisées en fin d'année.

- Désengagement de l'activité Transport

Le Groupe poursuit la préparation de son désengagement de Veolia Transdev en concertation étroite avec son co-associé, la Caisse des Dépôts et Consignations : ajustement de la stratégie industrielle, objectif de structuration de bilan et stratégie de refinancement.

Ainsi, Veolia Environnement et la Caisse des Dépôts et Consignations ont signé, le 30 mars 2012, un accord préliminaire en vue de transférer à Veolia Environnement la participation de 66% que Veolia Transdev détient dans la SNCM et ses filiales, ainsi que les droits et obligations attachés à cette participation.

Cet accord, signé le 30 mars 2012, définit les principaux termes et conditions de l'opération envisagée et notamment le rachat par Veolia Environnement des titres de la SNCM pour un montant de 1 euro.

⁽¹⁾ Ce document est établi en application de l'article L.451-1-2, IV du Code monétaire et financier (directive européenne Transparence).

Enfin, le 23 octobre 2012, le Groupe a annoncé être entré en discussions avec la Caisse des Dépôts et Consignations en vue de la signature d'un accord définitif visant à renforcer la structure financière de Veolia Transdev et à lui donner les moyens de son développement stratégique.

Dans ce cadre, la Caisse des Dépôts et Consignations et Veolia Environnement souscriraient à une augmentation de capital de 800 millions d'euros par conversion de prêts d'actionnaires. A l'issue de cette opération, la Caisse des Dépôts et Consignations détiendrait 60% du Capital de Veolia Transdev et en prendrait le contrôle exclusif ; Veolia Environnement conserverait 40% du capital.

Des cessions ciblées ainsi que la mise en place d'un refinancement bancaire accompagneraient cette opération. Ces opérations permettraient d'accroître les marges de manœuvre financière de l'entreprise et de rembourser le prêt d'actionnaire accordé par Veolia Environnement.

Le transfert à Veolia Environnement de la participation de 66% que Veolia Transdev détient dans la SNCM et ses filiales a par ailleurs été confirmé sous réserve de la bonne réalisation des opérations décrites.

Par conséquent, au 30 septembre 2012 l'avancée du processus de désengagement du Groupe de l'activité Transport se traduit par:

- le maintien des activités de Veolia Transdev hors SNCM classées au sein des activités non poursuivies par le Groupe ;
- l'ajustement de la valeur des actifs et passifs de Veolia Transdev hors SNCM sur la base des dernières discussions avec la Caisse des Dépôts et Consignations, du même ordre de grandeur qu'au 1^{er} semestre 2012 (84,7 millions d'euros) ;
- et le reclassement des activités du sous-groupe SNCM au sein des activités poursuivies du Groupe.

- Avancement des arrêts d'activités et des restructurations:

- Italie

Propreté

Le 10 février 2012, la société Termo Energia Calabria (TEC), filiale de Veolia Propreté via Veolia Servizi Ambientali Tecnitalia S.p.a (« VSAT »), spécialisée dans l'incinération de déchets en Calabre, a déposé auprès du tribunal civil de la Spezia une demande de liquidation amiable avec ses créanciers « *Concordato Preventivo* », qui a été admise le 23 février 2012.

Cette procédure consiste en une proposition de paiement intégral des créanciers privilégiés et une proposition de paiement partiel pour tous les autres créanciers (pour solde de tout compte).

Parallèlement à l'admission du *Concordato Preventivo* de TEC, certains créanciers de la société Termo Energia Versilia S.p.a. (« TEV »), et de VSAT ont diligencé des procédures judiciaires de recouvrement de leurs créances.

En conséquence, une demande de *Concordato Preventivo di Grupo* (« CPG ») du groupe VSAT, auquel appartiennent TEC et TEV, a été déposée auprès du tribunal civil de la Spezia par une société transparente constituée à cet effet. Cette société est constituée par apport de la totalité des actifs et passifs des filiales de Veolia Propreté en Italie à l'exception des incinérateurs de Technoborgo et d'Energonut. A compter de l'approbation du CPG, la procédure de *Concordato Preventivo* de TEC a été jointe au CPG.

Après révocation du CPG du 18 avril 2012, une nouvelle demande de *concordato preventivo* di grupo a été déposée le 17 septembre 2012. Si le tribunal admet cette nouvelle demande, il fixera alors la date de vote des créanciers. Si la majorité des créanciers approuve la proposition de CPG, son homologation devrait intervenir au printemps 2013. Si le tribunal n'admet pas la nouvelle demande de CPG, de même qu'en cas de rejet de la proposition de CPG par les créanciers ou en cas de non-homologation deux options peuvent se présenter :

- possibilité de déposer une nouvelle proposition de CPG ;
- mise en liquidation judiciaire de VSAT et ses filiales.

Ces événements n'ont pas engendré d'impact financier sur les comptes consolidés au 30 septembre 2012.

Services à l'Energie

Le Groupe a décidé d'amplifier le plan de restauration de ses activités en Italie entamé en 2011, en raison notamment de la promulgation en août 2012 de deux nouvelles lois imposant :

- une réduction du prix des services vendus dans les marchés publics en cours, d'une part
- et un plafonnement des prix des contrats en cours sur les prix de référence CONSIP (centrales d'achat de l'état) d'autre part.

Après avoir racheté le minoritaire de l'activité « Télécom » au premier semestre 2012 et assuré le départ d'une soixantaine de personnes sur cette seule activité, la restructuration de Siram se poursuit. Le nouveau plan de départ pourrait être mis en place d'ici fin 2012. Les conditions de financement de la filiale n'ont pas évolué sur le troisième trimestre : aucune nouvelle cession de créances significative n'a eu lieu sur le troisième trimestre.

Le Groupe poursuit sa revue des scénarios stratégiques possibles, en intégrant notamment l'effet des lois nouvelles promulguées en août dernier.

La société italienne de Services à l'Energie, Siram, a fait l'objet, le 3 avril 2012, d'une perquisition dans le cadre d'une enquête judiciaire impliquant notamment un organisme de recherche, Polytechnic Laboratory of Research SCarL (ci-après "**Polare**"), auquel Siram avait confié des services de recherche ayant donné lieu à l'attribution de crédits d'impôt recherche. Siram a procédé pendant l'été à une régularisation de sa situation fiscale au regard de ce crédit impôt recherche. Parallèlement, Polare a assigné Siram en août 2012 devant le tribunal civil de Venise en règlement de créances prétendument impayées et simultanément sollicité une mesure d'exécution provisoire. N'ayant pas eu connaissance de l'enquête judiciaire impliquant Polare, le tribunal de Venise a accueilli la demande de Polare pour un montant de 2,8 millions d'euros. Siram a cependant obtenu le 29 août 2012 la suspension de cette mesure. La prochaine audience au fond a été fixée au 23 janvier 2013.

Eau

La liquidation amiable de la filiale SORICAL (Calabre) a été constatée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 juillet 2012. Cet événement n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes au 30 septembre 2012.

– Maroc

Propreté

Après avoir demandé et obtenu la résiliation des contrats de transport au Maroc, le Groupe a entamé le désengagement de ses activités Propreté : en raison du non paiement des sommes dues et du déséquilibre économique des contrats, le Groupe a résilié les contrats de Rabat, Salé et Temara aux torts des concédants. Les négociations sont bien avancées avec toutes les communes et confirmer l'arrêt définitif des activités avant la fin de l'année 2012.

Eau

Le Groupe est entré dans un processus de cession de ces activités d'Eau au Maroc. La phase de due diligence de ces activités s'est terminée le 19 octobre 2012. Les termes de la lettre d'intention avec un acquéreur potentiel sont en attente de confirmation dans l'objectif de signer le protocole de cession des titres.

o Evolution de la gouvernance :

Quatre nouveaux administrateurs ont rejoint le Conseil d'Administration de Veolia Environnement : Madame Nathalie Rachou, Madame Maryse Aulagnon, Monsieur Jacques Aschenbroich et Groupama SA, représentée par Monsieur Georges Ralli. Philippe Kourilsky a démissionné de la Présidence du Comité Recherche Innovation et Développement Durable. Le Conseil d'administration du 22 octobre 2012 a pris acte de la démission d'Henri Proglia par courrier du 10 octobre 2012.

Dans le cadre de l'accélération de la mise en place du plan stratégique de Veolia Environnement, la composition du comité exécutif a été resserrée autour d'Antoine Frérot, et comprend :

- Sylvain Boucher, Secrétaire du comité exécutif ;
- Jérôme Gallot, Directeur Général de Veolia Transdev ;
- Jean-Michel Herrewyn, Directeur Général Adjoint en charge de la division Eau ;
- Franck Lacroix, Directeur Général Adjoint en charge de la division des Services à l'Energie ;
- Jean-Marie Lambert, Directeur Général Adjoint en charge des Ressources Humaines du Groupe ;
- Jérôme Le Conte, Directeur Général Adjoint en charge de la division Propreté ;
- Helman le Pas de Sécheval, Directeur Général Adjoint, Secrétaire Général qui a pris ses fonctions le 1^{er} septembre 2012 ;
- Pierre-François Riolacci, Directeur Général Adjoint en charge des Finances.

o Transformation de l'organisation et programme de réductions de coûts au travers du plan Convergence :

Le Plan Performance opérationnelle et le Plan Convergence du Groupe ont permis de générer au total 154 millions d'euros d'économies nettes au 30 septembre 2012, dont 49 millions d'euros au titre de Convergence.

A-2- Revue des opérations

Au cours des neuf premiers mois 2012, le Groupe a poursuivi sa croissance avec une progression du chiffre d'affaires consolidé de 3,3% (+1,0% à périmètre et change constants) à 21 599,1 millions d'euros au 30 septembre 2012 comparé à 20 913,4 millions d'euros au 30 septembre 2011 retraité.

Le niveau d'activité des neuf premiers mois de 2012 est marqué par :

- la progression du chiffre d'affaires dans la division Eau essentiellement liée aux effets favorables d'indexation en France et aux hausses tarifaires en Europe Centrale et Orientale en dépit de l'impact négatif de l'érosion contractuelle en France ;
- la hausse du prix des énergies (impact de l'ordre de 176 millions d'euros comparé au 30 septembre 2011) dans la division des Services à l'Energie principalement en France;
- un contexte macro-économique difficile dans la division Propreté qui se caractérise notamment par la dégradation du prix des matières recyclées à partir du deuxième trimestre 2012 (impact de l'ordre de -143 millions d'euros comparé au 30 septembre 2011) et dans une moindre mesure par des volumes en baisse.

Dans ce contexte, la capacité d'autofinancement opérationnelle s'élève à 1 945,7 millions d'euros au 30 septembre 2012 contre 2 076,9 millions d'euros au 30 septembre 2011 retraité, en recul de -6,3% à change courant et -8,0% à change constant.

Hors dépréciation des créances italiennes intervenue au 30 juin 2012, la capacité d'autofinancement opérationnelle recule de -2,0% à 2 034,4 millions d'euros à fin septembre 2012 (-3,7% à change constant).

Le résultat opérationnel récurrent au 30 septembre 2012 s'élève à 840,9 millions d'euros contre 1 118,1 millions d'euros au 30 septembre 2011 retraité, en retrait de -24,8% à change courant et -25,8% à change constant, notamment du fait :

- de l'évolution de la capacité d'autofinancement opérationnelle ;
- de l'augmentation des amortissements par rapport au 30 septembre 2011 retraité, de 59,1 millions d'euros à change courant, principalement dans la division Eau et dans la division des Services à l'Energie notamment sous l'effet des variations de périmètre telles que l'acquisition du réseau de chaleur de Varsovie ;
- et d'un effet de base défavorable principalement sur les provisions.

A-3- Faits marquants

Activité commerciale

Au cours des neuf premiers mois de 2012, le Groupe a poursuivi son développement et a enregistré de nouveaux succès commerciaux reposant sur une offre enrichie et renouvelée dont :

- l'attribution à OTV filiale de Veolia Eau Solutions et Technologies, par le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP), du pilotage du groupement chargé des travaux de refonte de la filière de traitement biologique de la station d'épuration Seine Aval (Achères dans le département des Yvelines). Ce contrat générera un chiffre d'affaires cumulé estimé à 196 millions d'euros (part revenant à OTV) ;
- l'attribution par la DPE (Département de la protection de l'environnement) de la ville de New York, à Veolia Eau, du contrat de performance et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'optimisation de ses services publics d'eau et d'assainissement pour une durée de 4 ans. Ce contrat générera un chiffre d'affaires cumulé estimé à 36 millions de dollars;
- le gain, par Dalkia, du contrat de conception, de réalisation et de gestion du réseau de chaleur de la communauté de l'agglomération dijonnaise pour une durée de 25 ans. Ce contrat dont le réseau sera à 80% approvisionné par des énergies renouvelables, générera un chiffre d'affaires cumulé estimé à 200 millions d'euros ;
- l'attribution par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) à Dalkia, du contrat de gestion technique et énergétique de plus de 180 000 m² de ses bureaux situés au Luxembourg. Ce contrat de 4 ans qui porte sur 4 bâtiments avec un objectif ambitieux de réduction de l'empreinte carbone générera un chiffre d'affaires cumulé estimé à 32 millions d'euros ;
- le gain par Veolia Water Japan, filiale de Veolia Eau, de trois contrats d'exploitation et de maintenance d'usines d'eau potable et d'assainissement au Japon, permettant de répondre aux besoins de 1 215 000 habitants. Ces trois contrats généreront un chiffre d'affaires cumulé estimé à 49 millions d'euros sur une durée maximale de 5 ans ;
- l'obtention du contrat d'exploitation et de maintenance du service des eaux de la ville de Nagpur par Veolia Eau, via la joint-venture Orange City Water commune avec l'un des leaders du BTP et des services indiens, Vishvaraj Environment Ltd, pour une période de 25 ans et qui générera un chiffre d'affaires cumulé estimé à 387 millions d'euros (part du Groupe) ;
- l'attribution du contrat de construction et d'exploitation de la nouvelle station d'épuration de Nilothi par l'autorité publique indienne en charge des services d'eau et d'assainissement de la capitale New Delhi, à Veolia Eau. Ce contrat, d'une

durée de 13 ans, prévoit une première phase de construction de 2 ans et une phase d'exploitation et de maintenance de 11 ans. Le chiffre d'affaires global cumulé estimé est de l'ordre de 40 millions d'euros ;

- l'obtention, par Dalkia, du contrat de gestion technique et énergétique du patrimoine immobilier du Parlement européen. Ce nouveau contrat représentera un chiffre d'affaires global estimé à plus de 120 millions d'euros sur la durée (engagement annuel tacitement reconductible 5 fois soit 6 ans) ;
- l'attribution par le Centre National d'Art et de Culture Georges Pompidou à Dalkia de la rénovation de son système de climatisation avec pour objectif une amélioration notable de la performance énergétique et environnementale de l'institution. Ces travaux de performance énergétique qui amélioreront les rendements électriques et thermiques et répondront aux besoins de chaleur, de froid et d'hygrométrie des 100 000 mètres carrés de surface du musée ont commencé en juin 2012 et s'achèveront en 2015. Ce contrat générera un chiffre d'affaires cumulé estimé à 25 millions d'euros ;
- l'obtention par Veolia Propreté en partenariat avec une société chinoise de services à l'environnement, du contrat de concession de centre de traitement des déchets spéciaux de Changsha, capitale de la province de Hunan. Ce contrat d'une durée de 25 ans générera un chiffre d'affaires cumulé à 320 millions d'euros (à 100%) ;
- l'attribution par la ville d'Iasi en Roumanie à Dalkia du contrat d'exploitation du réseau du chauffage urbain de la ville pour une durée de 20 ans. Ce contrat de délégation de service public qui porte sur la production, le transport, la distribution et la fourniture de chaleur générera un chiffre d'affaires cumulé estimé à 600 millions d'euros.

Autres mouvements de périmètre

Acquisitions

En janvier 2012, le Groupe a racheté 6,9% de Veolia Voda, en République Tchèque, à la BERD pour un montant de 79 millions d'euros.

Azaliya

Le 4 juin 2012, à l'issue de la réunion du conseil d'administration d'Azaliya, Mubadala et Veolia Eau ont signé un accord de cession d'actions (« Share Purchase Agreement »). Cet accord prévoit la cession à Veolia Eau des titres Azaliya détenus par Mubadala pour un prix de 246 millions d'euros en valeur d'entreprise.

La transaction a été réalisée le 2 août 2012 portant à 100% la participation de Veolia dans le capital d'Azaliya. La réalisation de la transaction a entraîné la résiliation de l'ensemble des accords liant Mubadala et Veolia Eau, notamment le pacte d'actionnaires d'Azaliya.

Autres événements significatifs

Remboursement anticipé des placements privés américains

Le 9 janvier 2012, Veolia Environnement a envoyé une notification de remboursement anticipé à l'ensemble des porteurs du placement privé américain effectué en janvier 2003. Le remboursement anticipé a effectivement eu lieu le 9 février 2012 pour un montant de 350,2 millions d'euros équivalents.

Echange d'Obligations :

Veolia Environnement a procédé du 19 au 27 mars au refinancement par anticipation d'une partie des obligations de maturités 2013, 2014, 2017 et 2018 pour un montant de 750 millions d'euros en émettant une nouvelle souche de maturité 2027 pour le même montant. Cette opération a permis au Groupe d'allonger la maturité de sa dette et de lisser son échéancier, sans impact significatif sur le coût de financement.

Emission obligataire en Chine

Dans le cadre de son programme EMTN, Veolia Environnement a procédé le 26 juin 2012 à l'émission d'une nouvelle souche obligataire pour un montant 500 millions de yuan renminbi chinois (soit 63,3 millions d'euros au taux du jour de l'émission) de maturité juin 2017 pour financer les besoins de ses filiales en Chine.

Retournement anticipé d'une partie de son portefeuille de swaps :

Compte tenu des niveaux de taux moyen terme à un niveau historiquement bas, le Groupe a initié en juillet et en août 2012 le retournement anticipé d'une partie de son portefeuille de swaps de taux euros emprunteurs taux variables. Les swaps dénoués étaient qualifiés de couverture de juste valeur d'obligations émises par Veolia Environnement. Le montant des soultes versées par les banques s'élève à 420 millions d'euros et a porté sur un encours notionnel de 3 075 millions d'euros.

Par ailleurs, le 10 octobre 2012, Standard and Poor's a révisé ses perspectives de stables à négatives.

Paiement du dividende :

Conformément à la décision prise en Assemblée Générale du 16 mai 2012, le Groupe a proposé à ses actionnaires un versement de dividende en action ou en numéraire. L'option de paiement en actions du dividende a été retenue pour 7% des coupons à verser, entraînant la création de 2 433 889 titres représentant environ 0,468% du capital et 0,482 % des droits de vote. Ainsi, le paiement du dividende ayant fait l'objet de l'option de paiement en numéraire représente un montant total de 330 millions d'euros. Il a été versé le 18 juin 2012.

Action en nom collectif auprès du tribunal fédéral du district de New York

La demande d'action collective (« class action ») à l'encontre de la société et de certains de ses dirigeants actuels et anciens, effectuée auprès du tribunal du Southern District de New-York aux Etats-Unis, le 27 décembre 2011 puis le 13 janvier 2012 a été retirée fin mai 2012.

Berlin :

- Le 12 juillet 2012, BWB (Berliner Wasserbetriebe A.ö.R) société d'exploitation de l'eau potable et d'assainissement de Berlin détenue à 100% par le *Land* et sur laquelle RVB (filiale commune à Veolia Wasser GmbH et RWE) a des droits économiques, a vu rejeter son appel contre le jugement du tribunal administratif sur la compétence de l'office des cartels. Le 17 juillet 2012, le conseil des ministres du *Land* de Berlin a approuvé le rachat par le *Land* des parts détenues par RWE dans RVB, pour un prix de cession de 618 millions d'euros. Cette cession, ratifiée le 25 octobre 2012 par le parlement du *Land*, est effective à compter du 30 octobre 2012. Le 10 août 2012, Veolia Wasser GmbH a également initié une procédure d'arbitrage à l'encontre de RWE en réparation du préjudice lié à la cession. A ce stade, le tribunal arbitral n'a pas encore été constitué.

- **Office des cartels allemands**

Le 5 juin 2012, l'office fédéral des cartels allemands (« l'OFC ») a rendu sa décision définitive, enjoignant BWB à une baisse, comprise entre 17 et 18% par rapport à 2011 (année de référence), de sa rémunération moyenne annuelle par mètre cube généré par la vente d'eau potable aux consommateurs berlinois sur les quatre prochaines années. BWB a initié une procédure judiciaire au fond contre cette décision devant la cour d'appel de Düsseldorf le 11 juin 2012. Cette baisse devra être mise en œuvre au plus tard le 1er janvier 2013. Cette baisse de tarif a été entérinée par le parlement du Land de Berlin lors de la session du 25 octobre 2012 indépendamment de l'issue de toute procédure judiciaire initiée contre la décision de l'OFC.

Au 30 septembre 2012, la baisse de tarifs de l'eau potable à Berlin demandée par l'office des cartels allemands contribue à la dégradation de l'activité et des performances de la division Eau en Allemagne à hauteur de 22 millions d'euros.

À ce jour, la Société n'est pas en mesure d'apprécier l'intégralité des conséquences de ces actions judiciaires sur sa situation financière ou ses résultats futurs.

A-4- Evénements significatifs depuis le 1er octobre 2012

Veolia Transdev : 1^{ère} étape du désengagement progressif de Veolia Transdev

Comme indiqué dans le paragraphe **A.1 Contexte**, des discussions sont en cours entre le Groupe et la Caisse des Dépôts et Consignations sur le contrôle de Veolia Transdev.

Connex Railroad

Le 17 octobre 2012, plusieurs assureurs qui avaient contribué au fonds d'indemnisation pour les victimes de l'accident ferroviaire intervenu en septembre 2008 à Chatsworth (Californie) ont engagé une action auprès des juridictions de l'Etat de Californie du comté de Los Angeles à l'encontre de Connex Railroad LLC, Connex North America, Inc. et Veolia Transportation, Inc. en remboursement de 132,5 millions de dollars. La Société considère cette demande infondée et s'attachera à en obtenir le rejet.

Assignation d'EDF

Le 22 octobre, Veolia Environnement a été assigné par EDF devant le tribunal de commerce de Paris en vue d'obtenir le droit de détenir 50% du groupe Dalkia, spécialiste des services énergétiques. La société rappelle qu'EDF a perdu son droit à monter au capital de Dalkia en 2005. Veolia Environnement qui détient 66% du capital de Dalkia, a toujours soutenu sa filiale, notamment en finançant le développement de ses filiales à l'international. La Société entend donc s'opposer fermement à la demande d'EDF qu'elle considère sans fondement valable.

Veolia Propreté Suisse

Le protocole de cession (*Share purchase agreement*) des activités de déchets solides en Suisse a été signé le 23 octobre 2012.

Eaux de Berlin

Le 25 octobre 2012, le parlement berlinois a adopté la résolution concernant l'achat des titres RVB à RWE. Cette décision entraînera la consolidation de RVB en mise en équivalence à compter du 1^{er} novembre 2012 et un désendettement du Groupe à hauteur d'environ 1,4 milliard d'euros et une réduction de la capacité d'autofinancement opérationnelle de l'ordre de 25 millions d'euros. Lors de la séance du 25 octobre 2012, le parlement a également mentionné avoir pris bonne note de l'offre d'option d'achat et d'option de vente sur les parts RVB faite par le Groupe.

B. INFORMATIONS FINANCIERES AU 30 SEPTEMBRE 2012⁽²⁾

VEOLIA ENVIRONNEMENT

| Chiffre d'affaires (M€) | | | | | |
|-------------------------|-------------------------------|---------------------|-------------------------|-------------------------|----------------------|
| Au 30 septembre 2012 | Au 30 septembre 2011 retraité | Variation 2012/2011 | Dont croissance interne | Dont croissance externe | Dont effet de change |
| 21 599,1 | 20 913,4 | 3,3% | 1,0% | 0,3% | 2,0% |

Activité

Le troisième trimestre 2012 ressort en progression à 3,2% à change courant (-0,3% à périmètre et change constants) par rapport au troisième trimestre 2011.

Le troisième trimestre 2012 reflète le léger redressement des volumes d'eau vendus en lien avec la climatologie favorable de l'été, en dépit des conséquences de l'érosion contractuelle dans la division Eau en France. La détérioration des prix des matières et la baisse des indices de production industrielle en Europe et aux Etats-Unis ont contribué au ralentissement de la croissance du chiffre d'affaires de la division Propreté.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'établit à 21 599,1 millions d'euros contre 20 913,4 millions d'euros au 30 septembre 2011 retraité, en progression de 3,3%.

L'effet périmètre du chiffre d'affaires au 30 septembre 2012 inclut à hauteur de 64,0 millions d'euros les acquisitions et cessions ciblées réalisées en 2012 et en 2011 dont notamment -65,3 millions d'euros dans la division Eau (essentiellement l'impact négatif de la cession de certaines de ses activités en Asie et l'impact positif de la prise de participation complémentaire à compter du 2 août 2012 dans Azaliya et ses filiales), -23,9 millions d'euros dans la division Propreté (impact de la cession de la Belgique en août 2011) et 137,2 millions d'euros dans la division des Services à l'Energie (liés principalement à l'acquisition du réseau de chaleur de Varsovie en octobre 2011).

A périmètre et change constants, le chiffre d'affaires au 30 septembre 2012 est en croissance de 1,0% par rapport au 30 septembre 2011 retraité. Cette évolution s'explique principalement par :

- la progression du chiffre d'affaires dans la division Eau essentiellement liée aux effets favorables d'indexation en France et aux hausses tarifaires en Europe Centrale et Orientale en dépit de l'impact négatif de l'érosion contractuelle en France ;
- la hausse du prix des énergies (impact de l'ordre de 176 millions d'euros comparé au 30 septembre 2011) dans la division des Services à l'Energie principalement en France ;
- un contexte macro-économique difficile dans la division Propreté qui se caractérise notamment par la dégradation du prix des matières recyclées à partir du deuxième trimestre 2012 (impact de l'ordre de -143 millions d'euros comparé au 30 septembre 2011) et dans une moindre mesure par des volumes en baisse.

La part du chiffre d'affaires réalisé à l'international atteint 13 016,5 millions d'euros, soit 60,3% du total ce qui reste stable par rapport à 60,2% au 30 septembre 2011 retraité.

L'effet de change de 408,3 millions d'euros reflète essentiellement l'appréciation par rapport à l'euro, du dollar américain pour 119,7 millions d'euros, de la livre sterling pour 113,4 millions d'euros, du yuan chinois pour 70,1 millions d'euros, du dollar australien pour 64 millions d'euros et du yen japonais pour 33 millions d'euros.

² Les comptes de l'année 2011 ont été retraités, afin d'assurer la comparabilité des périodes :

- du reclassement en « Résultat net des activités non poursuivies » des activités en cours de cession soit l'intégralité de la contribution de Veolia Transdev (du 3 mars 2011 au 30 septembre 2011) hors les activités du groupe Société Nationale Maritime Corse Méditerranée (SNCM), les activités d'éclairage public urbain (société Citelum) appartenant à la division Services à l'Energie et de l'activité « déchets solides » aux Etats-Unis dans la division Propreté ;

- du reclassement en « Résultat net des activités non poursuivies » des activités cédées soit l'activité régulée au Royaume-Uni dans la division Eau ;

- du reclassement en activités poursuivies des activités d'incinération « Pinellas » faisant partie des activités Montenay International aux Etats-Unis dans la division Propreté dont le processus de cession a été interrompu au cours du second semestre 2011.

Pour mémoire, l'intégralité des activités de la division Transport (du 1er janvier au 3 mars 2011) était reclassée en « Résultat net des activités non poursuivies » au 30 septembre 2011.

Résultats

La capacité d'autofinancement opérationnelle s'élève à 1 945,7 millions d'euros au 30 septembre 2012 contre 2 076,9 millions d'euros au 30 septembre 2011 retraité en recul de -6,3% à change courant et de -8,0% à change constant.

Au 30 septembre 2012, dans un contexte difficile de financement de la dette publique italienne et de cession des créances italiennes, une perte de valeur desdites créances a été enregistrée à hauteur de 88,7 millions d'euros dans la division des Services à l'Energie dès le 1^{er} semestre 2012. Retraité de cette perte de valeur, la capacité d'autofinancement opérationnelle reculerait de -2,0% (-3,7% à change constant) à 2 034,4 millions d'euros.

Par ailleurs, cette perte de valeur devrait faire l'objet d'une réactualisation suite à l'analyse des conséquences des durcissements de réglementation intervenus ou à venir dans les Services à l'Energie en Italie.

Ainsi, le taux de marge de capacité d'autofinancement opérationnelle est en retrait de 0,9 point, à 9,0% contre 9,9% au 30 septembre 2011 retraité. Hors perte de valeur des créances italiennes à hauteur de 88,7 millions d'euros, ce taux de marge s'élèverait à 9,4%.

La variation de la capacité d'autofinancement opérationnelle au 30 septembre 2012 reflète :

- le retrait des performances opérationnelles de la division Eau, notamment lié à l'érosion contractuelle en France et à la prise en compte de la baisse des tarifs d'eau potable à Berlin demandée par l'office des cartels allemands, et ce, malgré la bonne contribution des activités en Europe Centrale et Orientale ;
- le différentiel défavorable sur le prix des matières premières recyclées en France et en Allemagne, dans la Division Propreté ;
- un environnement macro-économique difficile affectant la Division Propreté notamment en Europe ;
- la perte de valeur des créances enregistrée à hauteur de 88,7 millions d'euros, dans la Division des Services à l'Energie en Italie.

Au 30 septembre 2012, les effets des plans Performance et Convergence du Groupe ont permis de générer 154 millions d'euros d'économies nettes des coûts de mise en œuvre, dont 49 millions d'euros au titre de Convergence.

L'effet de change positif total de 35,6 millions d'euros sur la capacité d'autofinancement opérationnelle reflète essentiellement l'appréciation par rapport à l'euro, du yuan renminbi chinois pour 15,8 millions d'euros et de la livre sterling pour 11,5 millions d'euros.

Le résultat opérationnel récurrent ressort à 840,9 millions d'euros au 30 septembre 2012 contre 1 118,1 millions d'euros au 30 septembre 2011 retraité, en baisse de -24,8% (-25,8% à change constant). Hors pertes de valeurs liées à la poursuite des restructurations en Italie dans les Services à l'Energie, le résultat opérationnel récurrent reculerait de -16,9% à change courant (-17,9% à change constant) à 929,6 millions d'euros.

Outre les impacts négatifs impactant la capacité d'autofinancement opérationnelle, l'augmentation des dotations nettes aux amortissements de 59,1 millions d'euros à change courant par rapport au 30 septembre 2011 retraité liée aux développements récents notamment dans la division des Services à l'Energie et la division Eau, et un effet de base défavorable principalement sur les provisions affectent le résultat opérationnel récurrent.

Le free cash flow⁽³⁾ s'élève à -72 millions d'euros (contre +58 millions d'euros au 30 septembre 2011) notamment en raison de la poursuite de la politique du Groupe de rachat des minoritaires (dont l'acquisition de 49% des titres d'Azaliya pour 246 millions d'euros dans la division Eau en valeur d'entreprise), de la dégradation de 648 millions d'euros du besoin en fonds de roulement liée à la saisonnalité et de l'augmentation des investissements bruts de 398 millions d'euros (pour un total de 2 244 millions d'euros) incluant notamment le paiement de l'acquisition de minoritaires pour 79 millions d'euros en République Tchèque dans la division Eau.

Au global, l'endettement financier net⁽⁴⁾ s'établit à 15,2 milliards d'euros au 30 septembre 2012 contre 14,7 milliards d'euros au 31 décembre 2011, y compris un effet de change défavorable de -0,3 milliard d'euros.

(3) Définition du Free cash flow : Le free cash flow correspond au cash généré (somme de la capacité d'autofinancement totale et du remboursement des actifs financiers opérationnels) net de la prise en compte de la partie cash des éléments suivants : (i) variation du BFR opérationnel, (ii) opérations sur capitaux propres (variations de capital, dividendes versés et reçus), (iii) investissements nets de cessions (y compris la variation des créances et autres actifs financiers), (iv) intérêts financiers nets versés et (v) impôts versés.

(4) Définition de l'Endettement financier net : Dette financière brute (dettes financières non courantes, courantes et trésorerie passive) nette de la trésorerie et équivalents trésorerie et hors réévaluation des dérivés de couverture de la dette.

Objectifs et perspectives

Le Groupe confirme les objectifs retenus pour la période 2012-2013 et prévoit :

- de céder 5 milliards d'euros d'actifs,
- de réduire son endettement financier net en-dessous de 12 milliards d'euros⁵,
- d'ajuster, face à la conjoncture économique, sa réduction de coûts en 2013 à 270 millions d'euros en brut et à 170 millions d'euros d'impact net sur le résultat opérationnel contre un objectif initial respectivement de 220 millions d'euros et de 120 millions d'euros,
- et de verser un dividende en 2013 de 0,70 euro par action, au titre de l'exercice 2012.

Après 2013, le Groupe vise, en milieu de cycle :

- une croissance organique de son chiffre d'affaires de plus de 3% par an,
- une croissance de sa capacité d'autofinancement opérationnelle de plus de 5% par an,
- à atteindre un leverage ratio Endettement Financier Net/ (Capacité d'autofinancement + remboursement des actifs financiers opérationnels) de 3,0x⁶,
- à retrouver un taux de distribution au niveau de sa moyenne historique,
- et à ajuster sa réduction de coûts en 2015 à 500 millions d'euros d'impact brut et 470 millions d'euros d'impact net sur le résultat opérationnel contre un objectif initial respectivement de 450 millions d'euros et de 420 millions d'euros.

Avertissement important

Veolia Environnement est une société cotée au NYSE et à Euronext Paris et le présent document de presse contient des « déclarations prospectives » (*forward-looking statements*) au sens des dispositions du U.S. Private Securities Litigation Reform Act de 1995. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont hors de notre contrôle, et notamment : les risques liés au développement des activités de Veolia Environnement dans des secteurs très concurrentiels qui nécessitent d'importantes ressources humaines et financières, le risque que des changements dans le prix de l'énergie et le niveau des taxes puissent réduire les bénéfices de Veolia Environnement, le risque que les autorités publiques puissent résilier ou modifier certains des contrats conclus avec Veolia Environnement, le risque que les acquisitions ne produisent pas les bénéfices que Veolia Environnement espère réaliser, les risques liés aux termes et conditions figurant habituellement dans les accords de cession, le risque que le respect des lois environnementales puisse devenir encore plus coûteux à l'avenir, le risque que des fluctuations des taux de change aient une influence négative sur la situation financière de Veolia Environnement telle que reflétée dans ses états financiers avec pour résultat une baisse du cours des actions de Veolia Environnement, le risque que Veolia Environnement puisse voir sa responsabilité environnementale engagée en raison de ses activités passées, présentes et futures, de même que les risques décrits dans les documents déposés par Veolia Environnement auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission. Veolia Environnement n'a pas l'obligation ni ne prend l'engagement de mettre à jour ou réviser les déclarations prospectives. Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières peuvent obtenir gratuitement auprès de Veolia Environnement copie des documents enregistrés par Veolia Environnement auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission.

Ce document contient des indicateurs non strictement comptables (« non GAAP ») au sens de la réglementation (notamment Regulation G adoptée par la Securities and Exchange Commission américaine au titre de la loi américaine. Sarbanes-Oxley Act de 2002). Ces indicateurs non strictement comptables sont notamment conformément à l'exemption accordée par la réglementation américaine (Rule 100(c) of Regulation G).

⁵ Hors effet de change de clôture

⁶ à +/- 5%

Analyse par secteur opérationnel

Eau

| Chiffre d'affaires (M€) | | | | | |
|-------------------------|-------------------------------|---------------------|-------------------------|-------------------------|----------------------|
| Au 30 septembre 2012 | Au 30 septembre 2011 retraité | Variation 2012/2011 | Dont croissance interne | Dont croissance externe | Dont effet de change |
| 9 208,9 | 8 952,1 | 2,9% | 1,6% | -0,7% | 2,0% |

La progression du chiffre d'affaires de la division Eau s'explique à la fois par des effets favorables d'indexation en France et de hausses tarifaires en Europe Centrale et Orientale, et par la croissance des activités de Technologies et Réseaux auprès des clients industriels.

- La contribution négative de la croissance externe du chiffre d'affaires de la division Eau au 30 septembre 2012 s'explique principalement par les cessions réalisées en 2011 (notamment l'impact de la réorganisation des activités en Asie) en partie compensée par l'impact de la prise de participation complémentaire à compter du 2 août 2012 dans Azaliya et ses filiales.
- Pour les activités d'exploitation, le chiffre d'affaires est en progression de 0,6% en courant (+0,2% à périmètre et change constants). En **France**, la légère progression de l'activité de 0,9% (+1,5% hors effet de périmètre) s'explique par un effet prix favorable lié à l'évolution des indices. Cet impact est partiellement compensé par l'effet des renégociations contractuelles et la baisse des volumes vendus par rapport à 2011 (de l'ordre de -1,1% sur les trois premiers trimestres 2012 par rapport à 2011). A l'**international**, le chiffre d'affaires est stable à 0,5% (-0,6% à change et périmètre constants). En Europe, la croissance repose sur les bonnes performances en Europe Centrale et Orientale (effet prix favorable en République Tchèque et en Roumanie) en dépit de la baisse des volumes vendus. Cette évolution est pénalisée par la prise en compte de la demande de baisse de tarifs de l'eau potable à Berlin par l'office des cartels allemands. Le chiffre d'affaires en Asie-Pacifique est en progression de 2,4% (en recul de -3,0% à change et périmètre constants). Il progresse en Chine grâce aux hausses de volumes et à l'effet en année pleine de la hausse des tarifs en 2011 malgré l'impact de la baisse du chiffre d'affaires construction et un tassement des volumes vendus aux clients industriels. Le reste de l'Asie est marqué par la progression de l'activité travaux en Corée qui ne compense pas le recul en Australie suite à la fin du contrat d'Adelaïde. Aux Etats-Unis, le retrait de -3,4% (-12,0% à périmètre et change constants) est essentiellement lié à la fin du contrat d'Indianapolis en août 2011.
- Les activités Technologies et Réseaux sont en progression de 8,5% (5,1% à périmètre et change constants). L'activité bénéficie de la croissance des activités auprès des clients industriels notamment dans l'activité « Design and Build ». Le ralentissement de la croissance observé sur le 3ème trimestre et le retard des travaux sur l'incinérateur de boues à Hong Kong impactent faiblement l'activité à fin septembre 2012.

Au 30 septembre 2012, la capacité d'autofinancement opérationnelle et le résultat opérationnel récurrent sont en retrait, du fait de l'évolution des activités d'exploitation notamment liée:

- aux effets négatifs de l'érosion contractuelle en France,
- au tassement des volumes vendus principalement en France et dans le reste de l'Europe,
- à la prise en compte de la baisse des tarifs d'eau potable à Berlin demandée par l'office des cartels allemands à hauteur de 22 millions d'euros,
- ainsi qu'aux pertes de valeur sur créances clients au Royaume-Uni et en Guadeloupe enregistrées au premier semestre,
- et ce malgré la bonne contribution des activités en Europe Centrale et Orientale liée aux hausses tarifaires en Roumanie, République Tchèque et Slovaquie.

Le résultat opérationnel récurrent au 30 septembre 2012 est affecté notamment par une augmentation des dotations aux amortissements par rapport au 30 septembre 2011 retraité essentiellement liée au développement en Europe Centrale et Orientale.

Propreté

| Chiffre d'affaires (M€) | | | | | |
|-------------------------|-------------------------------|---------------------|-------------------------|-------------------------|----------------------|
| Au 30 septembre 2012 | Au 30 septembre 2011 retraité | Variation 2012/2011 | Dont croissance interne | Dont croissance externe | Dont effet de change |
| 6 750,8 | 6 806,1 | -0,8% | -3,4% | -0,4% | 3,0% |

Le chiffre d'affaires de la division Propreté est en léger recul à -0,8% (-3,4 % à périmètre et change constants).

Cette variation est principalement liée :

- au contexte macro-économique difficile et ce, depuis le deuxième trimestre 2012 notamment en Europe ;
- au différentiel du prix des matières premières recyclées particulièrement marqué au troisième trimestre 2012 ;
- et aux conséquences du plan de recentrage géographique, avec la fermeture et la restructuration de certaines activités en Afrique du Nord et en Italie.

- En **France**, le chiffre d'affaires est en hausse de 1,0% (+0,4 % à périmètre constant) ; la croissance de certaines activités (incinération, déchets spéciaux notamment) conjuguée aux hausses tarifaires compense l'effet de la baisse des prix des matières premières recyclées (papier/carton et métaux) ;
- A l'**international**, l'activité est en recul de -1,9% (-5,8% à périmètre et change constants). Le chiffre d'affaires de l'Allemagne, est en retrait de -12,6% (-14% à périmètre constant), sous l'effet combiné d'une baisse des prix et des volumes de matières et d'une évolution économique défavorable dans le secteur industriel et commercial. L'évolution du chiffre d'affaires du Royaume-Uni de +1,4% (-5,4% à périmètre et change constants) est le reflet d'une moindre activité construction sur les contrats intégrés et d'une forte baisse des volumes enfouis, dans un environnement macro-économique tendu. En Amérique du Nord (+9,6% en courant et +0,3% à périmètre et change constants), la progression des activités de traitements des déchets spéciaux est compensée par une baisse du niveau d'activité dans les services industriels. En Asie-Pacifique, la progression du chiffre d'affaires de +13,6% (+3,7% à périmètre et change constants) bénéficie notamment de l'effet favorable de la taxe d'enfouissement en Australie.

Au 30 septembre 2012, la capacité d'autofinancement opérationnelle est stable et bénéficie principalement :

- du retournement des difficultés opérationnelles de 2011 et des coûts de restructurations afférents notamment en Italie et en Afrique du Nord/Moyen-Orient ;
- de la progression des activités de déchets spéciaux tant en France qu'à l'international ;

Ces éléments sont compensés par :

- un effet de base défavorable sur les prix des matières premières notamment en France et en Allemagne, les neuf premiers mois de 2011 ayant connu des niveaux de prix historiquement élevés ;
- et des hausses de prix insuffisantes pour faire face aux augmentations de coûts notamment sur la maintenance.

Le résultat opérationnel récurrent est en retrait par rapport au 30 septembre 2011 retraité. Il intègre les impacts des éléments ci-dessus et est affecté par des pertes de valeur sur actifs non courants liées au programme de recentrage géographique.

Services à l'Energie

| Chiffre d'affaires (M€) | | | | | |
|-------------------------|-------------------------------|---------------------|-------------------------|-------------------------|----------------------|
| Au 30 septembre 2012 | Au 30 septembre 2011 retraité | Variation 2012/2011 | Dont croissance interne | Dont croissance externe | Dont effet de change |
| 5 181,2 | 4 777,2 | 8,5% | 5,3% | 2,9% | 0,3% |

Le chiffre d'affaires progresse de 8,5% (+5,3% à périmètre et change constants) ; la variation s'explique principalement par l'effet favorable du prix des énergies (de l'ordre de 176 millions d'euros comparé au 30 septembre 2011) essentiellement en France.

- En **France**, le chiffre d'affaires progresse de 9,6% en courant (+10,8% hors effet de périmètre) sous l'effet de la hausse du panier combustible moyen combiné à la fois à un environnement climatique nettement plus favorable qu'en 2011 ainsi qu'à la hausse des volumes travaux.
- A l'**international**, l'activité est en progression de 7,5 % (+0,7% à périmètre et change constants) ; la progression du prix de la chaleur sur l'exercice 2012 par rapport à 2011 compense la baisse des volumes (en République Tchèque notamment) et l'arrêt des subventions sur la vente d'énergie cogénérée en Hongrie. En Europe du Sud, l'activité largement développée en Italie avec les collectivités publiques est pénalisée par le contexte économique général et la politique de restriction budgétaire. En Espagne, le groupe a poursuivi son recentrage sur les activités de service. Par ailleurs, l'activité aux Etats-Unis recule en raison d'un effet climat défavorable combiné à un prix des énergies exceptionnellement bas.

La croissance externe du chiffre d'affaires de la division Energie sur 2012 s'explique principalement par l'acquisition du réseau de chaleur de Varsovie en octobre 2011.

Au 30 septembre 2012, la capacité d'autofinancement opérationnelle est en légère progression hors pertes de valeurs des créances italiennes comptabilisées, dès le 1^{er} semestre 2012, à hauteur de 88,7 millions d'euros. Le résultat opérationnel récurrent est en retrait par rapport au 30 septembre 2011 retraité principalement en raison de la hausse des dotations aux amortissements liée notamment à l'acquisition du réseau de chaleur de Varsovie.

Autres

| Chiffre d'affaires (M€) | | | | | |
|-------------------------|-------------------------------|---------------------|-------------------------|-------------------------|----------------------|
| Au 30 septembre 2012 | Au 30 septembre 2011 retraité | Variation 2012/2011 | Dont croissance interne | Dont croissance externe | Dont effet de change |
| 458,2 | 378,0 | 21,2% | 14,8% | 4,2% | 2,2% |

Le chiffre d'affaires du secteur opérationnel « Autres » est constitué principalement du produit des activités ordinaires de la SNCM, de ProActiva MedioAmbiente (Joint-venture avec le groupe FCC) et d'Eolfi (Energies renouvelables).

La croissance de ce secteur de 21,2% (+14,8% à périmètre et change constants) par rapport au 30 septembre 2011 retraité s'explique essentiellement par la croissance de Proactiva de 16,4% (+11,8% à périmètre et change constants).

La croissance externe du chiffre d'affaires de ce secteur opérationnel sur 2012 s'explique principalement par l'activité du groupe SNCM qui présente 9 mois d'activité au 30 septembre 2012 contre 7 mois au 30 septembre 2011.

La capacité d'autofinancement opérationnelle et le résultat opérationnel récurrent sont en retrait par rapport au 30 septembre 2011, notamment en raison des pertes de valeurs sur des projets éoliens enregistrées dans l'activité des énergies renouvelables aux Etats-Unis.

Annexe au rapport d'activité trimestriel :

1 Réconciliation des données publiées en 2011 avec les données retraitées 2011

| Produit des activités ordinaires par secteur opérationnel <i>(en millions d'euros)</i> | 30 septembre 2011 publié | Retraitement IFRS 5 | Retraitement IFRS 8 | 30 septembre 2011 retraité |
|--|---|--------------------------------|--------------------------------|---|
| Eau | 9 284,1 | -246,2** | -85,8 | 8 952,1 |
| Propreté | 7 328,0 | -418,9** | -103,0 | 6 806,1 |
| Services à l'Energie | 5 076,2 | -200,9** | -98,1 | 4 777,2 |
| Veolia Transdev | 2 275,1 | -2 275,1* | | - |
| Autres | | 91,1** | 286,9 | 378,0 |
| Produit des activités ordinaires au compte de résultat consolidé | 23 963,4 | -3 050,0 | - | 20 913,4 |

() : Impact du reclassement en résultat des activités non poursuivies des activités de la division Transport suite à l'opération Veolia Transdev*

*(**) : Reclassement en résultat des activités non poursuivies des activités de Citelum, des activités de déchets solides aux Etats-Unis et de l'eau régulé au Royaume-uni ; et reclassement en activités poursuivies des activités de la SNCM et des activités d'incinération « Pinellas » aux Etats-Unis dans la division Propreté*

2. Chiffre d'affaires par trimestres :

| En millions d'euros | 2012 | 2011 ⁷ |
|----------------------------|-----------------|-------------------|
| Eau | | |
| 1 ^{er} Trimestre | 3 018,7 | 2 880,2 |
| 2 ^{ème} Trimestre | 3 076,7 | 3 047,2 |
| 3 ^{ème} Trimestre | 3 113,5 | 3 024,7 |
| | 9 208,9 | 8 952,1 |
| Propreté | | |
| 1 ^{er} Trimestre | 2 197,0 | 2 196,3 |
| 2 ^{ème} Trimestre | 2 284,8 | 2 357,3 |
| 3 ^{ème} Trimestre | 2 269,0 | 2 252,5 |
| | 6 750,8 | 6 806,1 |
| Energie | | |
| 1 ^{er} Trimestre | 2 502,6 | 2 286,6 |
| 2 ^{ème} Trimestre | 1 418,0 | 1 311,2 |
| 3 ^{ème} Trimestre | 1 260,6 | 1 179,4 |
| | 5 181,2 | 4 777,2 |
| Autres | | |
| 1 ^{er} Trimestre | 132,9 | 120,5 |
| 2 ^{ème} Trimestre | 150,0 | 104,6 |
| 3 ^{ème} Trimestre | 175,3 | 152,9 |
| | 458,2 | 378,0 |
| 1 ^{er} Trimestre | 7 851,2 | 7 483,6 |
| 2 ^{ème} Trimestre | 6 929,5 | 6 820,3 |
| 3 ^{ème} Trimestre | 6 818,4 | 6 609,5 |
| Total général | 21 599,1 | 20 913,4 |

⁷ Les comptes de l'année 2011 ont été retraités, afin d'assurer la comparabilité des périodes :

- du reclassement en « Résultat net des activités non poursuivies » des activités en cours de cession soit l'intégralité de la contribution de Veolia Transdev (du 3 mars 2011 au 30 septembre 2011) hors les activités du groupe Société Nationale Maritime Corse Méditerranée (SNCM), les activités d'éclairage public urbain (société Citelum) appartenant à la division Services à l'Energie et l'activité « déchets solides » aux Etats-Unis dans la division Propreté;

- du reclassement en « Résultat net des activités non poursuivies » des activités cédées soit l'activité régulée au Royaume-Uni dans la division Eau;

- du reclassement en activités poursuivies des activités d'incinération « Pinellas » faisant partie des activités Montenay International aux Etats-Unis dans la division Propreté dont le processus de cession a été interrompu au cours du second semestre 2011.

Pour mémoire, l'intégralité des activités de la division Transport (du 1er janvier au 3 mars 2011) était reclassée en « Résultat net des activités non poursuivies » au 30 septembre 2011.